

# Rencontre avec Philippe Aghion : sur les profs d'éco, la croissance, l'offre et la demande, etc.

 [alternatives-economiques.fr/economie/rencontre-avec-philippe-aghion-sur-les-profs-deco-la-croissance-loffre-et-la-demande-etc-201510011720-00002214.html](http://alternatives-economiques.fr/economie/rencontre-avec-philippe-aghion-sur-les-profs-deco-la-croissance-loffre-et-la-demande-etc-201510011720-00002214.html)

L'économiste français Philippe Aghion se présente comme « économiste de gauche ». Mais plutôt une gauche Macron, qui réduit fortement les dépenses publiques et allège le code du travail (voir par exemple [son entretien dans Les Echos du 25 août dernier](#)). Il vient de quitter ses bureaux dorés de l'université Harvard pour rejoindre ceux du Collège de France où il a été nommé à la chaire de l'économie des institutions, des innovations et de la croissance. A la veille de prononcer sa leçon inaugurale le 3 octobre, il reçoit quelques journalistes. L'occasion était trop belle d'aller le titiller.

## Sur le recrutement des profs d'économie

Nous sommes reçus par Alain Prochiantz, le nouvel administrateur du Collège de France depuis le 1<sup>er</sup> septembre. Il a un message à faire passer : « *il n'y a pas assez d'argent dépensé dans la recherche en France, aussi bien du côté du public que du privé. Si la France veut tenir son rang scientifique et attirer les meilleurs, elle doit accroître ses budgets de recherche fondamentale de 4 milliards par an, c'est tout à fait possible* ».

Puisqu'il est question de recruter « les meilleurs », c'est le moment de demander à Philippe Aghion pourquoi il a pris parti contre la création d'une nouvelle section du CNU (Conseil national des universités) - là où l'on sélectionne les professeurs d'économie à l'université - qui aurait permis aux économistes de toute obédience théorique d'avoir une chance de faire carrière. Car le jury actuel a une fâcheuse tendance depuis de longues années à ne promouvoir en très grande majorité que les économistes adeptes de la théorie dominante. Alors que la ministre de l'Éducation nationale, Najat Vallaud-Belkacem, allait autoriser la création de ce nouveau jury, Jean Tirole et Philippe Aghion ont joué de leur influence politique pour empêcher cette évolution.

*"Le CNU devrait disparaître. Ce sont les universités qui devraient sélectionner ceux et celles qu'elles souhaitent embaucher"*

« *Mon sentiment est que le CNU devrait disparaître dans les 3-4 ans. Ce sont les universités qui devraient sélectionner elles-mêmes ceux et celles qu'elles souhaitent embaucher* » avance aujourd'hui l'économiste. « *D'ici là, je propose que l'on ajoute au CNU actuel des sociologues, des historiens, etc., pour tenir compte de la grande diversité des sujets et des approches qui sont aujourd'hui possibles en économie. Tant que le travail est fait sérieusement, je l'accepte, sans a priori idéologique* ».

On verra ce qu'en pense Thierry Mandon, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche. Il avance aujourd'hui sur une autre voie : puisqu'il a la possibilité de nommer une partie des membres du CNU qui seront renouvelés sous peu, il peut veiller à donner plus de place à des économistes ouverts ; la possibilité de recourir à un médiateur français ou international qui donnerait son avis sur la diversité des recrutements est également évoqué. Code de bonne conduite qui n'aboutira à rien ? Début d'évolution ? Cela reste une affaire à suivre.

## Une stagnation de long terme ?

Depuis quelques années, les économistes américains Rober Gordon et Lawrence Summers ont lancé un débat sur la « stagnation séculaire », la possibilité que des contraintes du côté de l'offre (Gordon) ou de la demande (Summers) conduisent les pays développés à une longue période de très faible croissance. En France, Patrick Artus, Daniel Cohen et Michel Aglietta se sont ralliés à ce point de vue. Qu'en pense Philippe Aghion ?

*"Il n'y a pas de stagnation séculaire. C'est un problème de mesure"*

« Il y a eu un débat sur la stagnation séculaire après la crise de 1929. Chaque grosse dépression amène ce genre de position affirmant que la croissance est finie. Je ne crois pas à ce genre de vision ». Qu'est-ce qui le rend plus optimiste que les autres économistes français ? « Avec les NTIC, la façon de produire des idées a gagné en efficacité et en visibilité : un travail innovant est désormais vite connu à l'échelle mondiale. On observe donc bien une accélération de l'innovation mais elle ne se traduit pas dans les chiffres de productivité. Je pense que c'est dû à un problème de mesure : les économies à forte innovation connaissent un taux élevé de destruction créatrice -les vieilles entreprises disparaissent et des nouvelles prennent leur place – ce qui rend difficile la mesure des gains de productivité ». Peut-on avoir une idée des gains de productivité qui ne seraient pas mesurés ? « Je suis en train de travailler sur le sujet avec Pete Klenow de Stanford, pour mesurer cet effet avec plus de précision. Rendez-vous dans quelques mois ».

## La demande et l'offre

Enfin, l'entretien ne pouvait se conclure sans évoquer les choix de politique économique défendu par Philippe Aghion. Comme il est souvent intervenu dans le débat public pour défendre une politique de l'offre fondée sur la baisse des cotisations sociales payées par les entreprises et un allègement du code du travail, il tient d'emblée à préciser que « face à une grosse récession, il faut absolument soutenir la demande, notamment en laissant jouer les stabilisateurs automatiques. François Hollande a fait une erreur en augmentant aussi massivement les impôts au début de son quinquennat, cela a eu des effets négatifs sur la demande et sur l'investissement. Je ne suis donc pas du tout anti keynésien mais je pense qu'il faut également soutenir l'investissement innovant des entreprises. Et mes recherches actuelles montrent également que les politiques de relance sont plus efficaces lorsqu'il y a plus de concurrence sur le marché des biens et plus de flexibilité sur le marché du travail ».

« Les politiques de relance sont plus efficaces lorsqu'il y a plus de concurrence sur le marché des biens et plus de flexibilité sur le marché du travail »

Un travail récent de l'économiste Bruno Amable remet en cause ce genre de résultats en contestant les vertus supposées des politiques de libéralisation sur la croissance et l'innovation. Mais le lien entre libéralisation, croissance et innovation sont au cœur du travail de Philippe Aghion. Aussi souhaite-t-il préciser son point de vue. « Accroître la flexibilité du travail pour moi, c'est mettre en place un système de sécurisation des parcours professionnel. Cela signifie plusieurs choses : une éducation gratuite, du début à la fin – je n'ai jamais été pour les frais universitaires -, mettre en place un vrai système de formation professionnelle et des allocations chômage généreuses que l'on perd si l'on refuse des postes proposés qui correspondent à la qualification de la personne ».

## Le trésor caché

Un beau programme mais qui réclame des budgets publics conséquents... pour lui qui est plutôt partisan de la réduction des dépenses publiques. « Oui, cela coûte cher, c'est pourquoi il faut une véritable réforme de l'Etat : diviser par deux le nombre de communes, etc. Cela peut rapporter beaucoup ». Combien ? Le nouveau professeur du Collège de France n'a pas d'étude clé en main pour fournir une estimation.

« Réformer l'Etat cela peut rapporter beaucoup »

Tous les partisans de la « réforme de l'Etat » croient en l'existence d'un tel trésor caché qui ne demanderait qu'à être découvert par une réorganisation institutionnelle de l'intervention publique. Mais, comme pour la pierre philosophale, il peine pour l'instant à nous convaincre de son existence. « Réduction du nombre de communes françaises et politique d'innovation », voilà un bon thème pour une prochaine leçon !